

Strasbourg, le 7 mars 2001

**COMITE DES CONSEILLERS JURIDIQUES
SUR LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC
(CAHDI)**

21^e réunion, Strasbourg, 6-7 mars 2001

Liste des points discutés et des décisions prises

1. Le Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) a tenu sa 21^e réunion à Strasbourg, les 6 et 7 mars 2001. La réunion est présidée par M. l'Ambassadeur Tomka (République Slovaque), Président du CAHDI. La liste des participants fait l'objet de l'Annexe I et l'ordre du jour est reproduit à l'Annexe II.
2. Le CAHDI est informé par le Directeur général des affaires juridiques des développements récents concernant le Conseil de l'Europe. En outre, le CAHDI est informé des décisions prises par le Comité des Ministres concernant le Comité.
3. Dans le cadre de son activité en tant qu'*Observatoire européen des réserves aux traités internationaux*, le CAHDI examine une liste de réserves et déclarations aux traités internationaux susceptibles d'objection et plusieurs délégations informent le Comité des suites qu'elles envisagent donner à certaines de ces réserves et déclarations.
4. Le CAHDI examine une version révisée du rapport sur "L'expression par les Etats du consentement à être liés par un traité" et autorise sa publication par Kluwer Law International. Par ailleurs, il décide de présenter cette publication au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe lors de sa prochaine réunion.
5. Le CAHDI décide de mettre en œuvre une activité visant à la collecte de la pratique des Etats en matière d'immunités d'Etats et charge le Secrétariat de préparer un projet de questionnaire pour examen lors de sa prochaine réunion.
6. En outre, il décide d'entreprendre, lors de sa prochaine réunion, un examen préliminaire des aspects liés à une activité sur les immunités de certaines catégories de personnes, y compris les chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que les ministres des Affaires étrangères, sur la base d'un document introductif qui sera préparé par la délégation de la Suisse et en vue de décider de l'éventuelle mise en œuvre d'une activité sur ce sujet.
7. Le CAHDI a un échange de vues fructueux avec M. Guillaume, Président de la Cour internationale de justice, sur l'avenir de la justice internationale.

8. Le CAHDI a également un échange de vues fort utile avec M. Krüger, Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe et M. Fischbach, juge à la Cour européenne des droits de l'Homme, observateurs du Conseil de l'Europe dans la "Convention", groupe de travail chargé de la préparation d'une Charte des droits fondamentaux au sein de l'Union Européenne, sur les développements concernant cette Charte. Le CAHDI s'accorde sur le fait qu'il ne devrait pas y avoir deux systèmes de droits de l'homme concurrents entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe.

9. Le CAHDI est informé des développements concernant l'application des instruments internationaux pour la protection des victimes de conflits armés, ainsi que des développements concernant la mise en œuvre et le fonctionnement des Tribunaux créés par les Résolutions 927 (1993) et 955 (1994) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

10. Le CAHDI a un échange de vues sur les développements concernant la Cour Pénale Internationale et est informé de l'organisation éventuelle par le Conseil de l'Europe d'une deuxième réunion de consultation sur les implications de la ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale dans l'ordre juridique interne des Etats membres du Conseil de l'Europe suite aux initiatives des autorités du Liechtenstein et de l'Espagne.

11. Le CAHDI a un échange de vues sur les développements concernant la protection du patrimoine culturel subaquatique et les travaux en cours au sein de l'UNESCO et s'accorde sur l'importance d'assurer le consensus des délégations participant à ces travaux.

12. Le CAHDI décide d'inviter à sa prochaine réunion les professeurs James Crawford et Bruno Simma, membres de la Commission de droit international des Nations Unies, afin d'avoir un échange de vues respectivement sur l'activité de la CDI sur les responsabilités des Etats, et sur les autres activités en cours au sein de la CDI.

13. Le CAHDI décide de tenir sa prochaine réunion en septembre 2001 et charge le Secrétariat de lui communiquer, après concertation avec le Président, les lieu et date exacts d'après les décisions qui seront prises concernant la réunion indiquée au point 10., et adopte l'avant projet d'ordre du jour figurant à l'Annexe III.

ANNEXE ILISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA/ALBANIE: Apologised/Excusé

ANDORRA/ANDORRE: Mrs Iolanda SOLA, Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs

ARMENIA/ARMENIE: Mme Satenik ABGARYAN, Ministère des Affaires Etrangères

AUSTRIA/AUTRICHE: Mr Hans WINKLER, Ambassador, Legal Adviser, Ministry for Foreign Affairs

AZERBAIJAN/AZERBAIDJAN: Mr Rashad ASLANOV, Referent of the Treaty, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

BELGIUM/BELGIQUE: M. Jan DEVADDER, Directeur Général, Jurisconsulte, Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale

Mme Anne-Marie SNYERS, Conseiller Général, Ministère des Affaires Etrangères

BULGARIA/BULGARIE: Mrs Katia TODOROVA, Director, Human Rights Directorate, Ministry of Foreign Affairs

CROATIA/CROATIE: Ms Ljerka ALAJBEG, Ambassador, Legal Adviser, International Law Department, Ministry of Foreign Affairs

CYPRUS/CHYPRE: Mrs Evie GEORGIOU-ANTONIOU, Counsel of the Republic, Attorney General's Office

CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE: Mr Jaroslav HORAK, Legal Director, Ministry of Foreign Affairs

DENMARK/DANEMARK: Mr Hans KLINGENBERG, Ambassador, Head of the Legal Service, Ministry of Foreign Affairs

ESTONIA/ESTONIE: Mrs Marina KALJURAND, Director General of the Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

FINLAND/FINLANDE: Mr Holger ROTKIRCH, Ambassador, Director General for Legal Affairs, Ministry for Foreign Affairs

FRANCE: M. Ronny ABRAHAM, Directeur des Affaires Juridiques, Ministère des Affaires étrangères

M. Denys WIBAUX, Sous-directeur de droit international, Ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires Juridiques

Mme Frédérique COULEE, Ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires Juridiques

GEORGIA/GEORGIE: Mr Paata BUCHUKURI, Counsellor, Council of Europe and Human Rights Division, International Law Department, Ministry of Foreign Affairs

GERMANY/ALLEMAGNE: Dr Gerd WESTDICKENBERG, Legal Adviser, Director General for Legal Affairs, Federal Foreign Office

GREECE/GRECE: Mr Alexandros KOLLIPOULOS, Rapporteur of the Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

HUNGARY/HONGRIE: Mr Árpád PRANDLER, Ambassador, Head of the International Law Department, Ministry of Foreign Affairs

ICELAND/ISLANDE: Mr Tomas H. HEIDAR, Legal Adviser, Ministry for Foreign

ITALY/ITALIE: M. Umberto LEANZA, Chef du Service du Contentieux Diplomatique, Ministère des Affaires étrangères

Mme Francesca GRAZIANI, Consultant Juridique du Service du Contentieux Diplomatique, Ministère des Affaires étrangères

IRELAND/IRLANDE: Dr. Alpha CONNELLY, Legal Adviser, Legal Division, Department of Foreign Affairs

LATVIA/LETTONIE: Mrs Irina MANGULE, Head of Treaties Division, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

LIECHTENSTEIN: M. Daniel OSPELT, Vice-Directeur de l'Office pour les Affaires étrangères

LITHUANIA/LITUANIE: Mrs Sigute JAKŠTONYTĖ, Minister Counsellor, Deputy Director of Legal and International Treaties Department, Ministry of Foreign Affairs

LUXEMBOURG: -

MALTA/MALTE: Dr Lawrence QUINTANO, Senior Counsel for the Republic, Attorney General's Office

MOLDOVA: M. Vitalie SLONOVSKI, Directeur, Direction Générale de droit international et des Traités, Ministère des Affaires étrangères

NETHERLANDS/PAYS-BAS: Dr Liesbeth LIJNZAAD, Deputy Head, International Law Department, Legal Service, Ministry of Foreign Affairs

NORWAY/NORVEGE: Mr Jan BUGGE-MAHRT, Deputy Director General, Section for International Law, Royal Ministry of Foreign Affairs

Ms Martina ØSTERHUS, Higher Executive Officer, section for International Law, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

POLAND/POLOGNE: Apologised/Excusé

PORTUGAL: Mrs Margarida REI, Director of the Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

ROMANIA/ROUMANIE: M. Bogdan Lucian AURESCU, Directeur, Direction du droit international et des Traités, Ministère des Affaires Etrangères

Mlle Irina-Elena DONCIU, Attachée, Direction du droit international et des Traités, Ministère des Affaires Etrangères

RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE: Mr Ilya ROGACHEV, Head of Division of the Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

SAN MARINO/SAINT MARIN: -

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE: Mr Peter TOMKA, Ambassador, Permanent Representative to the UN, Permanent Mission of Slovakia to the United Nations
(Chairman/Président)

M. Jan VARŠO, Directeur Général de la Section du droit international et Consulaire, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères

SLOVENIA/SLOVENIE: Apologised/Excusé

SPAIN/ESPAGNE: Mr Aurelio PEREZ GIRALDA, Ambassadeur, Directeur du Département de Droit International, Ministère des Affaires Extérieures

M. Maximiliano BERNAD Y ALVAREZ DE EULATE, Professeur de Droit international public et d'Institutions et droit communautaire européens, Université de Zaragoza

SWEDEN/SUEDE: Mr Lars MAGNUSON, Ambassador, Director General for Legal Affairs, Ministry for Foreign Affairs

SWITZERLAND/SUISSE: M. l'Ambassadeur Nicolas MICHEL, Jurisconsulte, Directeur de la Direction du Droit international public, Département fédéral des affaires étrangères, (Vice-Chairman/Vice-Président)

M. Emmanuel BICHET, Collaborateur personnel du directeur de la Direction du Droit International Public, Direction du Droit International Public, Département fédéral des Affaires

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"/"L'EX-REPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACEDOINE": -

TURKEY/TURQUIE: M. Yasar ÖZBEK, Conseiller Juridique, Ministère des Affaires étrangères, Section juridique

UKRAINE: Mr Olexandre KUPCHYSHYN, Director General, Legal and Treaty Department, Ministry for Foreign Affairs

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI: Mr Michael WOOD CMG, Legal Adviser,
Foreign and Commonwealth Office
Mr Dominic RAAB, Assistant Legal Adviser, Foreign and Commonwealth Office

SPECIAL GUESTS/INVITES SPECIAUX

M. Gilbert GUILLAUME, Président de la Cour internationale de Justice

M. Hans Christian KRÜGER, Deputy Secretary General of the Council of Europe/Secrétaire
Général adjoint du Conseil de l'Europe

M. Marc FISCHBACH, Judge/Juge, European Court of Human Rights/Cour européenne des
droits de l'homme

EUROPEAN COMMUNITY/COMMUNAUTE EUROPEENNE

EUROPEAN COMMISSION/COMMISSION EUROPEENNE: Apologised/Excusé

OBSERVERS/ OBSERVATEURS

CANADA: Mr Alain TELLIER, 1^{er} Secrétaire, Mission Permanente du Canada auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève

HOLY SEE/SAINT-SIEGE: Mme Odile GANGHOFER, Docteur en droit, Mission
Permanente du Saint-Siège

JAPAN/JAPON: M. Yoshihide ASAKURA, Consul, Consulat Général du Japon

M. Pierre DREYFUS, Assistant, Consulat Général du Japon

UNITED STATES OF AMERICA/ETATS-UNIS D'AMERIQUE: Mr Robert E. DALTON,
Assistant Legal Adviser for Treaty Affairs – Department of State, USA WASHINGTON DC

MEXICO/MEXIQUE: Apologised/Excusé

AUSTRALIA/AUSTRALIE: -

ISRAEL: Mrs Hemda GOLAN, Deputy Legal Adviser, Director of the Treaties Division,
Ministry of Foreign Affairs

NEW ZELAND/NOUVELLE ZELANDE: -

**THE HAGUE CONFERENCE ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW/CONFERENCE
DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE**: Apologised/Excusé

**NORTH ATLANTIC TREATY ORGANISATION/ORGANISATION DU TRAITE DE
L'ATLANTIQUE NORD**: -

**ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND
DEVELOPMENT/ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT**

ECONOMIQUES: Apologised/Excusé

BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZEGOVINE: Mrs Jasmina KURBASIC,
Department for the International Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs

SECRETARIAT GENERAL

M. Guy DE VEL, Director General of Legal Affairs/Directeur Général des Affaires Juridiques

M. Alexey KOZHEMYAKOV, Head of the Department of Public Law/Chef du Service du droit public

Mr Rafael A. BENITEZ, Secretary of the CAHDI/Secrétaire du CAHDI, Department of Public Law/Service du Droit public

M. Jörg POLAKIEWICZ, Deputy Head of Legal Advice Department and Treaty Office/Adjoint au Chef du Service du Conseil Juridique et Bureau des

Mme Francine NAAS, Assistant/Assistante, Department of Public Law/Service du Droit public,

INTERPRETERS/INTERPRETES

Mlle Rebecca EDGINGTON

Mme Angela BREWER

Mme Marianne HUMMEL

Mme Marie-José HALT

Mme Pascale MICHLIN

M. André BERNHARD

ANNEXE IIORDRE DU JOURA. INTRODUCTION

1. Ouverture de la réunion par le Président, M. l'Ambassadeur Tomka
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Communication du Directeur général des affaires juridiques, M. De Vel

B. ACTIVITES DU CAHDI EN COURS

4. Décisions du Comité des Ministres concernant le CAHDI
5. Le droit et la pratique concernant les réserves aux traités et déclarations interprétatives concernant les traités internationaux: Observatoire européen des réserves aux traités internationaux
6. L'expression par les Etats du consentement à être liés par un traité
7. Discussion sur des activités futures

C. QUESTIONS GENERALES SUR LE DROIT PUBLIC INTERNATIONAL

8. Communication et échange de vues avec le Président de la Cour internationale de justice, M. Guillaume
9. Application des instruments internationaux pour la protection des victimes de conflits armés
10. Développements concernant la Cour Pénale Internationale
11. Mise en œuvre et fonctionnement des Tribunaux créés par les Résolutions 827 (1993) et 955 (1994) du Conseil de sécurité des Nations Unies
12. Droit de la mer : Protection du patrimoine culturel subaquatique
13. Développements concernant la préparation d'une Charte des droits fondamentaux au sein de l'Union Européenne: Communication et échange de vues avec M. Krüger, Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe et M. Fischbach, juge à la Cour européenne des droits de l'homme

D. QUESTIONS DIVERSES

14. Date, lieu et ordre du jour de la 22e réunion du CAHDI
15. Questions diverses

16. Clôture

ANNEXE III

AVANT PROJET D'ORDRE DU JOUR

A. INTRODUCTION

1. Ouverture de la réunion par le Président, M. l'Ambassadeur Tomka
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Communication du Directeur général des affaires juridiques, M. De Vel

B. ACTIVITES DU CAHDI EN COURS

4. Décisions du Comité des Ministres concernant le CAHDI
5. Le droit et la pratique concernant les réserves aux traités et déclarations interprétatives concernant les traités internationaux: Observatoire européen des réserves aux traités internationaux
6. L'expression par les Etats du consentement à être liés par un traité: Présentation au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe du rapport préparé sous l'égide du CAHDI
7. La pratique des Etats concernant les immunités des Etats: adoption d'un projet de questionnaire
8. Les immunités de certaines catégories de personnes - examen préliminaire

C. QUESTIONS GENERALES SUR LE DROIT PUBLIC INTERNATIONAL

9. Activité de la Sixième Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies et de la Commission de Droit International (CDI):
 - Echange de vues avec le Professeur James Crawford, rapporteur spécial des Nations Unies sur la responsabilité des Etats
 - Echange de vues avec le Professeur Bruno Simma sur les autres activités de la CDI
10. Application des instruments internationaux pour la protection des victimes de conflits armés
11. Développements concernant la Cour Pénale Internationale
12. Mise en œuvre et fonctionnement des Tribunaux créés par les Résolutions 827 (1993) et 955 (1994) du Conseil de sécurité des Nations Unies
13. Droit de la mer : Protection du patrimoine culturel subaquatique

D. QUESTIONS DIVERSES

14. Election du Président ou de la Présidente et du Vice-Président ou de la Vice-Présidente
15. Date, lieu et ordre du jour de la 23e réunion du CAHDI
16. Questions diverses
17. Clôture